

SON DIRECTEUR DE CAMPAGNE, ABDELKADER SALLAT, L'A CONFIRMÉ HIER À SOUR-EL-GHOZLANE : «Benflis annoncera sa candidature dans quelques jours»

Le comité de soutien à la candidature d'Ali Benflis poursuit son forcing au niveau de la wilaya de Bouira. Hier, et pour la deuxième fois, un autre meeting a été organisé dans la salle des fêtes de la ville de Sour-El-Ghozlane avec, cette fois-ci, un invité de marque, en l'occurrence le futur directeur de campagne d'Ali Benflis, Abdelkader Sallat.

Devant des centaines de personnes de tous âges venues des quatre coins de la région de Sour-El-Ghozlane, l'ex-ministre de la Justice sous le gouvernement d'Ali Benflis n'a pas tari d'éloges sur son compagnon de route qui ont fait ensemble leurs débuts dans le monde de la magistrature, avant de se voir confier, lorsque Ali Benflis accédera au poste de chef du gouvernement, le ministère de la Justice et de la Réforme pénitentiaire. Aussi, lors de son intervention, Abdelkader Sallat, et après avoir brossé le passé révolutionnaire de la famille des Benflis qui a perdu huit membres durant la guerre de Libération nationale dont son père et son frère, s'est attardé sur le parcours militant et politique d'Ali Benflis. «Vous savez, un homme politique est un parcours, une personnalité et un programme.

Ali Benflis est de ceux-là», dira sous des applaudissements l'orateur qui a rappelé le parcours irrécusable de Ali Benflis surtout

durant toutes ces années où il a eu à exercer de hautes fonctions de l'Etat. Il est parmi les rares personnalités étatiques qui n'ont jamais accepté de demeures autres que celles qu'elles ont acquises avec leur propre sueur. Ali Benflis, même quand il était chef du gouvernement, habitait sa demeure familiale ; jamais il n'avait accepté d'habiter les villas huppées du Club-des-Pins.

Pour l'intégrité morale du futur candidat à la présidentielle, Abdelkader Sallat, qui a été à maintes reprises applaudi tellement les témoignages qu'il livrait venaient du fond de son cœur, dira qu'Ali Benflis avait démissionné de son poste de ministre de la Justice car il avait refusé de signer un décret portant création des camps d'internement de Reggane où le pouvoir de l'époque voulait mettre les militants de l'ex-FIS sans aucun jugement. Chose que refusera catégoriquement Ali Benflis qui a préféré quitter son poste que d'accepter un acte



Photo : Samir Sid.

contraire à ses principes et aux principes universels de la justice qui voudraient que «toute personne est innocente jusqu'à preuve de sa culpabilité». D'autres faits marquants de la vie politique d'Ali Benflis ont été également cités comme sa participation à la création de la première Ligue algérienne des droits de l'Homme, le poste de secrétaire général du FLN qu'il a assumé avec abnégation, ou

encore celui de chef du gouvernement dont il était à la hauteur, avant d'arriver aux élections présidentielles d'avril 2004 qui se sont déroulées dans les conditions que tout le monde sait, puis le silence qu'Ali Benflis s'était imposé tout en suivant de près l'évolution de la scène politique nationale et internationale. «Aujourd'hui, dira Abdelkader Sallat, c'est imprégné de toutes ses expériences que Ali

Benflis, qui a diagnostiqué tous les problèmes qui rongent le pays, depuis la corruption qui le gangrène aux multiples scandales qui affectent la crédibilité de l'Etat comme Khalifa et Sonatrach, les crises multisectorielles qui touchent aussi bien la santé, que l'éducation ou encore, l'habitat, les travaux publics, l'enseignement supérieur, etc., a tracé un programme qui répond à toutes les aspirations du peuple algérien».

«Un programme dont le point nodal sera la justice, la justice ensuite la justice», dira encore Abdelkader Sallat qui précisera que ce programme sera rendu public à l'occasion de l'annonce officielle de la candidature d'Ali Benflis qui aura lieu dans les tout prochains jours, en présence de la presse nationale et internationale.

«Un programme annonciateur d'un véritable changement et qui se fera avec un homme intègre et le plus indiqué pour diriger le pays dans la situation actuelle», dira enfin l'ex-ministre de la Justice qui donnera rendez-vous aux présents le 18 avril prochain pour fêter la victoire et crier ensemble Benflis Président !»

Y. Y.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ANR L'A «LÂCHÉ» HIER «Nous sommes du pouvoir»

Un passage au gouvernement, ça produit inévitablement son effet sur bien de nos leaders politiques, même si l'on s'évertue à faire mine de ne pas être affecté d'être «recalé» au bout d'une année d'exercice.

Mohamed Kebci-Alger (Le Soir) - Et ce n'est certainement pas le secrétaire général de l'ANR qui apportera la contradiction, lui dont la promotion gouvernementale pour avoir fait partie de la toute première équipe à Sellal l'a totalement «vacciné» pour l'avoir mué en farouche opposant à l'«opposition».

Belkacem Sahli n'a jamais senti autant d'aversion à l'endroit de ses pairs de l'opposition que depuis qu'il a fréquenté la périphérie des hauteurs, en s'attaquant systématiquement à toutes les propositions de la classe politique. Notamment celles inhérentes à la perspective de la présidentielle d'avril prochain, entre autres, une commission indépendante d'organisation des élections, à commencer donc par le scrutin du printemps prochain et le report du projet de révision constitutionnelle.

Des initiatives qui sentent, selon le patron de l'ANR, qui animait hier, une conférence de presse, de la pure «surenchère politique».

Ceci même s'il concédera à affirmer qu'il partage l'idée dont il refute seulement l'aspect pratique, la prochaine présidentielle n'étant qu'à moins de quatre mois, oubliant ou feignant d'oublier que la revendication remonte à très loin avec le RCD qui l'a lancée le tout premier avant que d'autres

partis et personnalités nationales n'en fassent la leur.

La même arrière-pensée politique et la même accusation de «surenchère», Sahli la réservera aux partis qui font montre, selon lui, d'excès de zèle dans le soutien à un quatrième mandat présidentiel pour Abdelaziz Bouteflika, ou encore ces mêmes partis d'opposition qui veulent à tout prix empê-

cher le président de la République à remplir pour une autre mandature. «Rien ne justifie cette précipitation» de part et d'autre, ce qui a, poursuivra-t-il, «participé à l'accentuation du flou» qui caractérise la scène politique nationale.

Mais quid de la position de l'ANR dans tout cela ? Son secrétaire général se réjouit d'avoir fait preuve de «responsabilité» de ne pas s'être précipité dans le soutien au quatrième mandat présidentiel ou à l'opposé, à l'empêchement de ce dernier. Un stand-by et une pru-

dence qui auraient été compréhensibles si Sahli ne reprochait pas la même attitude à l'opposition qui n'a pas réussi, selon lui, «à présenter un candidat consensuel».

Et au successeur de Rékha Malek à la tête de l'ANR de se «trahir», avouant : «Nous sommes du pouvoir», pressé qu'il était à se définir sur l'échiquier politique.

Une affirmation qui a le mérite de la clarté tant l'homme s'est essayé au laborieux exercice, celui du faux suspense quant à la direction que prendra son soutien à

l'occasion de la prochaine présidentielle. «Nous ne présenterons pas notre propre candidat et nous ne soutiendrons pas le candidat de l'opposition», dira-t-il.

Ceci avant de préciser que le soutien de l'ANR ira au cavalier du camp «nationaliste et démocratique» qui, à suivre Sahli, ne se serait pas encore manifesté ou pas suffisamment, reconnaissant avoir des consultations et des concertations avec l'un d'eux, l'ex-chef de gouvernement, Ali Benflis.

M. K.

ABDERRAHMANE BELAYAT DÉCIDÉ À CONVOQUER UNE SESSION DU COMITÉ CENTRAL

Saâdani acculé, Bouteflika oublié

Les membres du Comité central du FLN envisagent de tenir une session extraordinaire, annoncent-ils dans un communiqué de presse rendu public hier. Ils déniaient à Amar Saâdani le statut de secrétaire général du Front de libération nationale et rejettent la motion de soutien à un quatrième mandat en faveur de Abdelaziz Bouteflika adoptée le 16 novembre 2013.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - La convocation d'une session extraordinaire du Comité central du FLN se précise. Dans un communiqué de presse rendu public hier, des membres de cette instance annoncent la tenue imminente d'une réunion du CC. «Nous faisons part de notre décision de convoquer une session légale du Comité central, en vertu des textes fondamentaux du parti et des lois de la République (...) afin de mettre terme définitivement à

toutes les violations et les complots», indique ce communiqué rédigé au terme d'une rencontre organisée vendredi et signé par le coordinateur du Bureau politique Abderrahmane Belayat.

Contacté au téléphone, Belayat a confirmé la détermination des cadres du FLN à tenir cette session extraordinaire. «Nous n'avons pas encore arrêté de date précise, mais la convocation du Comité central interviendra dans quelques jours», souligne-t-il. Selon lui, la collecte de signatures n'est nullement «nécessaire». «Nous considérons que le poste de secrétaire général du FLN est toujours vacant.

Les attributions que me confère le statut de coordinateur du Bureau politique me permettent de convoquer cette session. Il est vrai que nous avons lancé une opération de collecte de signatures dans le but d'avoir une vision en termes d'adhésion. Il est important de savoir si

les membres du Comité central adhèrent à cette initiative. Et je dois dire, qu'il y a un soutien pressant.»

Le communiqué d'hier annonce également le rejet de la réunion du CC organisée par Amar Saâdani le 16 septembre dernier à l'hôtel El-Aurassi. «Nous estimons que la rencontre de l'Aurassi n'est qu'une étape du fait accompli qui avait conduit à la nomination illégale de Amar Saâdani à la tête du parti.»

Il est important de rappeler qu'en ce samedi 16 décembre, les membres du Comité central qui avait pris part à cette rencontre avaient fait de Abdelaziz Bouteflika le candidat du FLN à l'élection présidentielle d'avril 2014. L'option d'un quatrième mandat est, de fait, rejetée.

«Cette question sera débattue et tranchée par le Comité central», a indiqué, diplomate, Abderrahmane Belayat.

T. H.